

## PANORAMA DU MONDE CONTEMPORAIN

### MONDIALISATION ET ENSEMBLES GEOPOLITIQUES

Un changement d'équilibre géopolitique s'effectue sous nos yeux, sur fond de crise économique et financière qui touche le monde occidental, et plus particulièrement l'Europe. Ce que ce monde occidental considérait comme intangible est fortement remis en question par des puissances qui se redressent, qui ré-émergent, car ces puissances ont été puissances (Chine, Inde, voir l'Amérique latine).

#### Quels ont les traits majeurs de ce rééquilibrage géopolitique ?

- **La puissance que sont les Etats-Unis connaît depuis une décennie un déclin relatif.**  
Le pays reste première puissance mondiale, mais il doit retrouver un dynamisme interne, assainir ses finances, rajeunir son infrastructure, se remettre de deux échecs politiques en Afghanistan et en Iraq. Ce relatif déclin l'a amené à réorienter sa stratégie vers l'Asie/Pacifique, où la puissance américaine, avec l'aide de ses alliés (Japon, Australie, ASEAN) va s'efforcer de préserver aussi longtemps que possible sa prééminence sur la masse eurasiatique. Bien sûr les Etats-Unis disposent encore d'une avance importante dans des domaines stratégiques : militaire, technologique et scientifique, politique d'influence, et notamment culturelle. Mais force est de constater que cette hégémonie, ainsi que celle de l'Occident n'est plus absolue. L'avenir s'annonce donc plus difficile. Mais Washington conserve des atouts : la relance tout d'abord du softpower américain par la coopération (par exemple en Afrique après le voyage de juin 2013 d'Obama lancement du projet Trade Africa et du plan Power Africa pour aider à doubler l'accès à l'électricité sur le continent africain) ; par la relance de l'économic statecraft : le leadership économique est essentiel (cela suppose une diplomatie économique qui repose sur les accords de libre-échange : le Trans-Pacific Partnership sans la Chine, ou le Transatlantic Trade and Investment Partnership – TTIP avec l'UE ou encore en 2011 l'intégration à l'East Asian Summit ). Dans ce contexte, les Etats-Unis combinent des instruments propres au hard et au soft power : manœuvres navales, politique de libre-échange, diplomatie au sommet avec la Chine ; Washington conserve d'importants moyens industriels et surtout après avoir délocalisé, les grandes sociétés relocalisent (40 000 emplois ont quitté la Chine en 2013 pour les Etats-Unis ; Google, Apple, Foxconn Technology Group). Les Etats-Unis demeurent malgré une perte d'hégémonie la puissance la plus complète de la planète.
- **L'Europe, quant à elle, est dans une phase que Serge Sur qualifie « d'entre turbulences et somnolence ».** Au départ, la construction européenne a été un

succès. En cherchant son unité dans des valeurs communes, dans des institutions et un droit communautaire, l'Europe s'est démocratisée, a éteint ses conflits et connu la croissance et le dynamisme économique, tout en assurant une forte protection sociale à ses ressortissants. Elle conçoit son rôle sur la scène internationale au travers du prisme d'une puissance normative dont le capital d'attractivité politique et économique est assez élevé pour transformer les pays tiers. Mais depuis deux décennies sa dynamique interne s'est épuisée : élargissements mal préparés, hétérogénéité économique accrue, conceptions divergentes sur l'ensemble et sa finalité conduisent à une gestion plus intergouvernementale qu'intégrée. La fracture existe même au sein de l'espace européen le plus intégré : l'euro-zone. Dès lors quel rôle peut-elle jouer ? L'attitude américaine n'est plus aussi favorable qu'il y a encore quelques décennies et, par l'entremise de l'OTAN, Washington impose à l'Europe sa vision de la sécurité, ou encore à travers le traité transatlantique cherche à élargir son espace commercial et à freiner la concurrence économique européenne. La Russie la voit comme une menace et surtout entend peser sur sa politique de voisinage et sur son éventuelle extension à l'Est. La Chine joue des différences nationales entre ses membres. Surtout l'Europe est en quête de sens, de finalité ? Etat ? Organisation internationale ? Gérard Chaliand écrit à son propos : « L'Europe a atteint la cote d'alerte ». La question mérite d'être posée : que pèse l'Europe ?

-

- **La Russie est en reconstruction.** Acteur majeur des relations internationales jusqu'aux années 1980, elle a vécu le traumatisme de la disparition de sa sphère d'influence, fut-elle communiste, et de son éclatement. Elle a dû faire face à une politique de refoulement pratiquée par les Etats-Unis et les puissances occidentales (cf. les élargissements de l'OTAN, l'installation de bases américaines en Asie centrale). Elle a dû regarder l'influence nouvelle acquise dans ses anciens bastions par la Chine. Garante de l'ordre international jusqu'en 1990, elle doit s'effacer au profit des Etats-Unis. La période qui suit la disparition du soviétisme n'est parallèlement pas assimilée par l'opinion russe comme une période de libéralisation, mais comme une période de précarité croissante, de chaos (cf. l'explosion des inégalités, la fin de la protection sociale, la corruption croissante). Elle a l'impression que c'est une politique délibérée des Américains pour conduire le pays à la ruine, avec la complicité d'Eltsine et de certains oligarques. Elle se rallie à un homme providentiel : Poutine, qui a en main la destinée du pays depuis plus d'une décennie. L'axe politique est relativement clair : relance de l'économie grâce au contrôle des hydrocarbures et du gaz, refonder un Etat autoritaire et respecté, améliorer ses rapports avec les autres puissances pour redevenir un garant de l'ordre international (avec les Etats-Unis sur l'Afghanistan, ou encore avec la Chine dans le cadre de l'organisation de coopération de Shanghai, la participation au G 8), conserver son influence sur l'étranger proche (cf. le Caucase, l'Ukraine, etc...). Cela permet à Moscou de s'affirmer également ailleurs (en Syrie, par exemple...). La Russie est ainsi devenue à minima un allié stratégique ambigu des Etats-Unis et de la Chine. Un

adversaire ? mais avec quels moyens d'action, à voir l'essoufflement économique de La Russie et la dépendance aux hydrocarbures.

- **La Chine s'est réveillée.** Ancienne première puissance mondiale (XVIII<sup>e</sup> siècle), Pékin s'est libérée de deux siècles d'effacement. La Chine a reconstruit un Etat national fort et autoritaire (à partir de 1949), puis y a introduit l'économie de marché (à partir des années 1980). Cela lui a permis l'élévation du niveau de vie de sa population, de la faire rentrer dans l'ère du consumérisme et de devenir le créancier de la planète. Sur le plan géopolitique, après avoir contesté à l'URSS son rôle d'hégémon du monde communiste (Bandoeng, rupture sino-soviétique), Pékin mise sur le non-alignement et le Tiers-mondisme. Dans les années 1970, elle se rapproche des Etats-Unis, étend son influence et s'impose comme une puissance régionale en Asie. Elle travaille dorénavant à l'émergence d'un monde plus conforme aux intérêts chinois et sa position de deuxième puissance mondiale lui permet de peser de tout son poids. Cette réémergence d'une ancienne puissance dominée n'est pas la seule. A l'échelle planétaire, trois anciennes puissances colonisées s'installent également aux avant-postes mondiaux : l'Inde, le Brésil, et l'Afrique du Sud. **L'Inde** est devenue le géant de l'Asie méridionale. **Le Brésil**, à la faveur du Mercosur, est l'incontournable acteur dans l'espace sud-américain et s'oppose au projet de zone de libre-échange des Amériques voulues par les Etats-Unis. Il a pris la tête du monde lusophone (à la place de l'ancienne métropole) et s'implante en Afrique et en Asie. **L'Afrique du Sud** est l'incontournable acteur des missions internationales visant à pacifier le continent africain. Ces acteurs sont des alliés objectifs lorsqu'il s'agit de remettre en question la domination exercée par le monde atlantique ou occidental (Etats-Unis/Europe). C'est à cette fin que servent les BRICS, malgré les différences entre puissances constitutives, ou encore le G 20.

### Les risques du rééquilibrage géopolitique

De ces évolutions découlent une marche du monde préoccupante et des arcs de tensions planétaires.

- **La question de l'ordre asiatique est ainsi posée et les manœuvres actuelles prouvent à l'envi que rien n'est figé.** On peut l'illustrer avec l'un ou l'autre exemple. Le plus spectaculaire est constitué par la question de la souveraineté en mer de Chine, où Japon, Corée, et Chine se disputent certains îlots inhabités. Problème de souveraineté maritime entre la Chine et le Vietnam. On pourrait avancer encore la question de la configuration de l'ASEAN. Va-t-on vers l'ASEAN +1, +2 ou plus + 3 (Chine, Corée ou Japon). Géopolitique et économie dans ce cas bien liées. Mais Etats-Unis et Russie ont également partie liée dans cet espace, car au-delà c'est la réorganisation de l'océan qui est dorénavant central qui se joue : le Pacifique. On a encore récemment une illustration de ces jeux et manœuvre diplomatiques en Asie par la cour faite à l'Inde. Après le rapprochement économique entre Tokyo et New

Dehli concrétisé en juillet 2014, Pékin vient de dépêcher Xi Jin Ping, son président, Inde en septembre 2014 pour expliquer aux autorités indiennes l'intérêt que la Chine pourrait représenter pour l'Inde. L'Asie est ainsi un continent de tous les dangers et l'Asie de l'Est est potentiellement instable, à court terme avec la question coréenne et à plus long terme celle de Taiwan. La nouvelle direction chinoise n'entend rien céder sur la ligne politique (même à Hong Kong), car sa priorité est de maîtriser les défis économiques et sociaux. Cela lui permettra de monter en puissance sur le plan naval et militaire et d'accéder au rang de puissance. Cette ascension l'incite pour l'instant à la prudence, sans pour autant baisser sa garde et sans sacrifier à son ambition stratégique de contrôler son espace maritime, y compris en prenant parfois le risque de l'escalade. Cela incite le Japon (c'est la politique de Shinzo Abe, confirmé par les urnes) à réaffirmer son poids : relance économique non conventionnelle, ou encore volonté de s'affranchir de l'article 9 de la constitution en militarisant davantage le pays. La clef de voûte de la région dépend de ces rapports entre Chine, Japon Vietnam, Corée... et des Etats-Unis. Ces affrontements reposent sur un passé « non digérés » et sur une représentation de l'avenir, pensée essentiellement en termes de confrontations nationales.

- **Autre interrogation géopolitique majeure : où va le monde arabe ?** Les printemps arabes avaient permis d'espérer une avancée de la démocratie. Ils ont également ouvert la porte aux luttes tribales, à l'affrontement entre les islams (sunnite et chiite) et accentué la radicalité et le terrorisme. Un vaste arc qui part du Maghreb en passant par le Moyen et le Proche-Orient est ainsi marqué du sceau de l'instabilité. Facteur national, frontières mal établies, phénomènes religieux remettent en cause en permanence les équilibres proposés par les uns et les autres. On peut interroger les grandes lignes de ce « Proche-Orient compliqué ». La première des questions est celle d'une possible réconciliation avec la « communauté internationale ». L'intention des nouveaux responsables (Hassan Rohani) est de sortir le pays de sa posture d'Etat révolutionnaire. Les négociations 5 + 1 sur le nucléaire ouvertes en novembre 2013 et achevées récemment diront si c'est le cas. Mais l'Occident a intérêt également à associer l'Iran à l'ordre au Proche-Orient. Les conditions à remplir restent cependant nombreuses de part et d'autres (reconnaissance d'Israël, ne pas accéder à l'arme nucléaire, normalisation des relations économiques). La seconde est celle de l'éclatement des frontières et des leaderships. La question des frontières est posée pour l'Irak comme pour la Syrie. On peut y ajouter la Lybie. Conservera-t-on l'intangibilité des frontières issues des accords Sykes-Picot de 1916 ? Rien n'est moins sûr. Une dialectique Etat/autonomie régionale est en place (cf. la question kurde). Quel leadership : Al-Sissi un nouveau Mubarak ? L'Egypte est un acteur solide du jeu, surtout pour Israël. Erdogan et la Turquie ? ou l'Iran. Avec Israël, voilà les Etats stables. Ils seront partie prenante de l'ordre. Aux puissances extérieures de jouer les facilitateurs. Cette question proche-orientale me semble s'inscrire également dans la stabilité d'un axe Maghreb – Afghanistan/Pakistan qui suppose d'autres équilibres à trouver et inscrire également le développement économique à l'ordre du jour.

- **Faut-il encore dire un mot de l'Afrique subsaharienne** traversée par les conflits régionaux, les épidémies, le néocolonialisme, l'arrivée de la Chine et du Brésil, des conflits interethniques et religieux ? Si la croissance est au rendez-vous en Afrique, elle est productrice d'inégalités sociales et spatiales, et donc génératrice de crises et de conflit. Cela comporte un risque de fragmentation des territoires (Nigéria, Angola, Corne de l'Afrique). Les crises récentes qui s'y sont développées posent la question de la sécurité du continent. Elles montrent que la gestion des crises ne peut reposer sur leur « africanisation », mais nécessite une gestion mixte, métissée. Dès lors se pose la question de la division du travail dans cette gestion.

### **Organisations internationales, mondialisation et interrogation sur l'ordre mondial**

Le corollaire de ces modifications de la puissance et de cette géopolitique des tensions (Ignacio Ramonet parle de Géopolitique du chaos), **c'est l'effacement des organisations internationales**. Force est de constater le recul des Nations Unies. Les missions de résolution de conflit placées habituellement sous sa responsabilité lui échappent de plus en plus et passent sous contrôle de l'OTAN ou d'une puissance seule (cf. Kosovo, Lybie, Iraq). Que dire d'autres organisations internationales : le BIT, l'OMC (cf. les formes déguisées de régionalisme). On peut signaler également l'échec des grandes conférences des Nations Unies sur les risques climatiques et environnementaux – cf. le protocole de Kyoto et la difficile ratification de l'accord de Paris (COP 21). Ajoutons-encore les difficultés de financement de ces organismes internationaux, qui ne constituent guère une priorité.

**Des nouvelles formes de gouvernance internationale ont pris le relai.** Certaines anciennes : les G7, maintenant le G 20. Corollaire également la montée des régionalismes dont il faut s'interroger sur le sens : réelle organisation régionale, comme étape de la mondialisation ou retour des politiques de puissance dans un nouveau cadre ?

**Car il est une toile de fonds sur laquelle se jouent toutes ces modifications en cours c'est celle de la mondialisation.** Une définition simple du phénomène consiste à dire qu'il s'agit d'un effacement des autorités publiques devant les forces du marché et plus largement des sociétés civiles. Le phénomène implique le désengagement de l'acteur public au profit d'acteurs non étatiques (entreprises, lobbys, ONG, religions et organisations religieuses). Cela pose donc le problème de la régulation de la mondialisation et de ses modalités. Quelle gouvernance mondiale va-t-elle générer ? C'est la problématique de la « mondialisation heureuse » ou « malheureuse ». Ce phénomène est cependant à l'origine de transformations qui impactent les relations internationales :

- Une expansion des nouvelles technologies : aéronautique, conteneurs, espace, informatique
- Une dimension duale croissante de ces technologies : sécurité accrue, santé améliorée... Mais protection de la vie privée, cybercriminalité
- Une occidentalisation du monde : économie de marché, transparence accrue, volonté de démocratiser... avec les rejets qui s'internationalisent également

(antagonismes religieux) et des anciennes puissances dominées par l'Occident qui utilisent contre l'Occident les mêmes armes...Elle est conflictuelle pour l'Occident.

Avec la question de savoir si on va vers un monde apolaire ? Ou multipolaire ? Avec le retour des frontières ?

### **Quelques lectures :**

ANDERSON B, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996

BADIE Bertrand, *Nous ne sommes plus seuls au monde. Un autre regard sur « l'ordre international »*, Paris, La Découverte, 2016 ; *Un monde de souffrances*, Paris, Salvator, 2015

BUHLER P, *La puissance au XXIe siècle. Les nouvelles définitions du monde*, Paris, CNRS Editions, 2011

BUSSIERE E, DAVION I, FORCADE O, JEANNESSON S, (dir.), *Penser le système international XIX° - XXI° siècle. Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou*, Paris, PUPS 2013,

DAASE (dir.), *Recognition in International Relations*, New York, Palgrave, 2015

DEVIN G., (dir.), *Dix concepts sociologiques en relations internationales*, Paris, CNRS Editions, 2015

FREYMOND J, *Le XX° siècle entre guerre et paix. Essais d'histoire des relations internationales contemporaines*, Genève, Georg, 1997

GRATALOUP C, *Géohistoire de la mondialisation. Le temps long du monde*, Paris, A. Colin, 2015

HUNTINGTON S., *Le Choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997

PREMONT K, (dir.), *La politique étrangère des grandes puissances. L'impossible convergence des intérêts*, Québec, Presses de l'Université de Laval, 2011

VEDRINE H, *Le monde au défi*, Paris, Fayard, 2016

WORTH O., *Rethinking Hegemony*, New York, Palgrave, 2015

### **Des périodiques :**

*RAMSES*,

*Questions internationales*

*Politique étrangère*

*Hérodote*